



projection

PROFESSIONNELS JUNIORS EN ACTION

« Crise sécuritaire et sociopolitique au Sahel: Comment agir sur le terrain? »

Compte rendu de la rencontre mensuelle de Ouagadougou

Date : Le mardi 20 novembre 2012

Lieu : Ouagadougou, Hôtel *Les palmiers*

Intervenant: Jean-Bosco Bazié

I. Présentation de l'intervenant:

Jean-Bosco Bazié est Directeur Général Adjoint de l'ONG «Eau Vive» et dirige le Bureau Afrique de la Direction générale de l'organisation, situé à Ouagadougou. M. Bazié est également Secrétaire Général associé pour l'Afrique au Secrétariat International de l'Eau et Coordonnateur général du Cercle pour la Culture du Leadership dans le Sanguié, sa province natale au Burkina Faso.

II. Enjeux et Problématiques:

La situation sociopolitique et sécuritaire actuelle de la zone sahélienne, plus spécifiquement au Mali et Niger, inquiète les pays frontaliers, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et même la Communauté Internationale. En parallèle, les acteurs du développement s'interrogent sur l'impact de ces événements sur leurs activités.

*Quelle est la situation sur le terrain ? Quelles sont les perspectives d'évolution dans la zone ?
Doit-on / peut-on continuer à intervenir dans ces pays ?*

Les crises au cœur de la sous région ne sont pas une fatalité et sont le fruit de la construction humaine. L'Homme, à l'origine de ces tensions, les nourrit mais est aussi en capacité de les désamorcer. Ces crises ne sont pas nouvelles et ne revêtent pas un caractère exceptionnel.

L'avènement des indépendances des Etats africains fut un moment de relâchement de ces dissensions car les populations aspiraient à une cause commune: la liberté, le droit de disposer d'eux même. Lorsque que l'on se replonge dans l'histoire moderne africaine, on constate que le premier soulèvement touareg contre le système politique date de 1963 et les premiers soubresauts au Burkina Faso de 1966, avec une importante mobilisation place de la Nation, à l'origine de la démission de Maurice Yaméogo, le premier Président du pays. Dans les années 1970, c'est également l'ère des premiers coups d'Etat, dans un contexte marqué par d'importantes sécheresses et crises alimentaires au sein de la zone sahélienne. Puis, dans les années 1980 se multiplient ces mouvements, exacerbés par les divers Plans d'Ajustement Structurel du FMI. Les grands soulèvements populaires de la décennie 1990 amènent les gouvernements des pays sahéliens à organiser de grandes conférences nationales.

L'ensemble de ces phénomènes a fortement contribué à durcir les conditions de travail et de vie des populations. Les événements actuels peuvent être analysés à travers le prisme d'une succession de crises. La structure de l'Etat malien s'est effondrée du jour au lendemain. Il s'agit là de l'élément déclencheur des mouvements qui ont marqué l'actualité du Nord Mali ces derniers mois. En effet, dans ce contexte de délitement de l'Etat malien, le risque était réel que toute sorte de revendications locales émergent. En effet, le sentiment de cohésion dans la zone sahélienne est une question délicate. Les Etats, composés d'ethnies ou tribus plus ou moins autonomes, ou se considérant comme telles, ne se comprennent pas forcément et ne se reconnaissent pas dans le concept de Nation. Par ailleurs, ces populations sont généralement sous-intégrées dans les organes de l'appareil d'Etat. Les frontières n'ont que peu d'importance à leurs yeux, dont l'aire de résidence et d'influence s'étale bien souvent sur deux Etats, voire plus. L'organisation du pouvoir y est également très différente de celle de l'occident.

La solution résiderait peut-être dans une « remise à plat » du modèle de l'Etat Nation hérité et la reconstruction de modèles adaptés au contexte afin de faire face aux différents enjeux sociopolitiques contemporains. Il semble alors nécessaire de s'interroger sur l'appropriation par les peuples africains (diversité culturelle très importante, diversité ethnique...) de ce modèle d'Etat Nation. Aucun pays n'a mis jusqu'à présent en débat ce modèle hérité du colon, or les populations ne se sentent pas appartenir au système.

Les crises actuelles reposent sur la faiblesse de l'Etat Nation et le dénuement de sentiment d'appartenance à une seule et même entité politique et sociale. Le sentiment d'appartenir à une nation ne précédait pas la construction des Etats de la zone sahélienne comme à l'exemple des Etats européens.

Ainsi, les populations devraient travailler ensemble pour co-construire une nation et établir un système qui satisferait les intérêts de chacun, caractérisé par la démocratie et la recherche du développement économique et social pour tous. Si l'économie reste au point mort et que les besoins essentiels (accès à l'eau potable, à l'école, aux soins de santé, etc.) ne sont pas satisfaits, la frustration s'accroît. L'extrémisme religieux notamment, se nourrit de cette frustration. Ainsi, la sécurité nationale (et donc de la sous-région) dépend en grande partie du système politique et du développement économique.

III. Questions- réponses:

Est ce que les crises survenues depuis les indépendances proviennent de difficultés, voire de mauvaise gouvernance? La situation va-t-elle en s'aggravant ?

En effet, en plus d'avoir hérité d'un modèle que l'on ne comprend pas, des erreurs de gouvernance sur la conception et la perception même de l'Etat et de ses différents appareils sont fréquentes au sein de nos institutions. A cela s'ajoutent la recrudescence de la problématique de la rébellion Touareg, la porosité des frontières, l'importante circulation d'armes dans la sous région ainsi que les trafics d'otages et de drogues, dans un contexte aggravé par un phénomène d'intégrisme religieux.

A l'époque ces problématiques étaient cantonnées au nord, désormais c'est toute cette partie du continent qui est à haut risque.

Quelles précautions peuvent être prises par les acteurs intervenant localement pour éviter les risques liés à ce contexte ? Quelle est la réaction d'Eau Vive face à cette situation ?

Le siège et les délégations nationales d'Eau-Vive suivent de très près les alertes des agences sécuritaires. Suite à l'insurrection malienne, nous avons suspendu nos activités pendant deux semaines mais tous nos projets au Niger, Mali et Burkina Faso sont maintenus.

Pour des raisons de valorisation des compétences locales, d'intégration (et non de sécurité) depuis les années 90, nous privilégions l'embauche de salariés locaux ou ressortissants de la sous région des pays d'interventions. Il n'y a donc aucun expatrié occidental dans nos équipes en Afrique. Nos collègues français viennent régulièrement sur le terrain afin de s'imprégner des projets. Dans le contexte actuel, ils restent en principe dans les capitales. Auparavant, des visites de donateurs étaient organisées mais sont dorénavant suspendues.

Il faut également comprendre qu'il n'y a pas une seule et unique solution appropriée face à cette crise et chaque structure adopte les mesures préventives qu'elle juge nécessaire. Néanmoins, beaucoup d'ONG au Sahel se retrouvent à prendre des mesures conservatoires et optent pour cette solution en privilégiant l'emploi local.

Est-ce qu'actuellement, le Burkina Faso présente des symptômes de crise? Ces crises concernent-elles seulement l'Afrique?

Ces crises se cristallisent aujourd'hui en Afrique, peut-être parce que justement notre modèle de L'Etat Nation n'est pas en phase avec nos réalités. Mais il y a eu des périodes où d'autres continents ont connu un accroissement des tensions. Ce fût notamment le cas de l'Amérique latine.

Aujourd'hui, le personnel des ONG semble vulnérable face aux menaces d'enlèvement ? Y-a-t-il un moyen pour ces structures de prévenir ce type de risque ?

Comme nous l'avons évoqué, se tourner vers l'emploi local peut apporter une réponse à cette situation. Il ne s'agit pas de remettre en cause la légitimité ou l'intervention des uns et des autres mais on peut supposer qu'il est plus facile pour un africain de s'intégrer dans un contexte local, d'autant plus s'il parle la langue.

Il est important que l'intervention des ONG soit visible sur le terrain et que les populations soient en mesure de s'approprier le projet, condition qui s'avère indispensable pour garantir son succès. Ainsi, l'ONG peut être perçue comme un acteur local comme un autre.

Il est également nécessaire de repenser l'intervention des organisations dans ces périodes de trouble. Le développement ne doit pas céder sa place à l'humanitaire, dont le mode opératoire et les sources de financement sont très différentes. Les interventions humanitaires d'urgence ne doivent pas s'enliser, ces organisations doivent travailler pour un relèvement précoce et faire le lien avec le monde du développement dont l'action ne doit pas être remise en cause du jour au lendemain. Malheureusement, nous constatons que ces deux types de structures ne communiquent pas suffisamment et pertinemment pour une synergie efficace.

Quel est l'avenir de la coopération dans la zone si la situation de la sous région s'envenime?

En effet, La crise sociopolitique et sécuritaire au Sahel suscite de nombreuses interrogations, non seulement quant à l'avenir politique des pays concernés, mais également à l'avenir des projets de développement menés dans la région par les ONG et associations internationales qui sont très nombreuses, particulièrement au Burkina Faso. Cependant, la coopération au Burkina Faso est solide, elle s'est construite via de forts liens d'amitiés dans les années 80 entre structures associatives, ONG et même individus, en comparaison au Mali par exemple. La crainte de débordements pèse actuellement bien que jusqu'à présent la position de médiation adoptée par les autorités burkinabè constitue une sorte de protection relative pour le pays. Il est toujours possible que certains zélés voient d'un mauvais œil cet îlot de stabilité! Pour cela, les missions doivent nécessairement être réorganisées et les mesures de sécurité scrupuleusement respectées.

Etaients présents à cette rencontre :

| Prénom, Nom | Email | |
|-------------------------|--------------------------|----|
| Khaled Yattara | kyattara@eau-vive.org | 1 |
| Ousseini Guene | gueneouss@yahoo.fr | 2 |
| Jean-Pierre Nana | nanajpierre@hotmail.com | 3 |
| Chiara Zazzaroni | zazzaroni@manitese.it | 4 |
| Mathieu Isnard | mathieu.isnard@gmail.com | 5 |
| Adrienne Ramde | aramde@eau-vive.org | 6 |
| Niampa Inoussa | jadcec@yahoo.fr | 7 |
| Salam Abdoul | salam.dezem@gmail.com | 8 |
| Lassina To | yesburkinafaso@gmail.com | 9 |
| Guy Stanislas Ouedraogo | stan.oued@gmail.com | 10 |
| Fidèle Farga | figaf_baw@yahoo.fr | 11 |

| | | |
|----------------------------------|--------------------------------------|----|
| Didier Kienou | dkienou@eau-vive.org | 12 |
| Boubacar Mballo | boubsmaballo2@hotmail.com | 13 |
| Madeleine Boudoux d'Hautefeuille | mdhautefeuille@orange.fr | 14 |
| Alidou Bandé | alidouband@yahoo.fr | 15 |
| Germain Labonne | germain.labonne@reseauprojection.org | 16 |
| Alice Comte | alice.comte@reseauprojection.org | 17 |

Bibliographie:

http://www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_lettre_du_ps_eau_70_2012.pdf

Pour aller plus loin :

La discussion continue !

N'hésitez pas à nous faire parvenir vos remarques

Par mail : germain.labonne@reseauprojection.org ou alice.comte@reseauprojection.org